

# Centre de Cultura Contemporània de Barcelona

Conférence donnée par M. Georges Corm  
Le mardi 21 juin 2011

## **Première approche d'une contextualisation des révoltes populaires arabes**

### *Introduction : Pourquoi contextualiser*

Il est beaucoup trop tôt pour pouvoir analyser et comprendre toutes les dimensions des révoltes arabes. L'étincelle est partie de la Tunisie rurale en décembre 2010 pour propager une formidable mobilisation populaire dans toute la Tunisie, puis en Egypte, au Yémen, à Bahrayn, à Oman, en Arabie saoudite, en Jordanie, en Irak, au Maroc, en Algérie et enfin en Syrie. Deux chefs d'Etat ont dû se retirer de façon infamante de la scène politique en Tunisie puis en Egypte. Dans ces deux pays, un processus de refonte constitutionnelle a été mis en route. Dans les autres pays arabes, la situation a tourné soit à un état de guerre civile larvée (Yémen et Syrie), soit à une répression réussie (Bahrayn), soit à la fin des manifestations populaires par la satisfaction des revendications matérielles (Oman, Arabie saoudite, Algérie) ou de certaines revendications politiques (Jordanie, Maroc), soit à l'épuisement momentané des manifestants (Irak).

En revanche, il est possible de tenter d'élaborer une contextualisation historique de cette grande vague révolutionnaire arabe qui a surpris le monde, ce que nous ferons dans un premier temps. Une telle contextualisation nous permettra ensuite d'aborder les problèmes liés à l'unité et la diversité du mouvement révolutionnaire et d'analyser le jeu de la révolution et de la contre-révolution dans le monde arabe. Enfin, nous pourrions aborder la question des interprétations données jusqu'ici de ces mouvements en évitant les clichés et la pauvreté des analyses au jour le jour des événements.

### *I. Le contexte historique et géopolitique des révoltes arabes*

Par contextualisation, nous entendons l'identification du cadre historique du dernier demi-siècle, c'est-à-dire depuis ce que l'on peut appeler la première vague généralisée de grands mouvements populaires qui ont agité les sociétés arabes après la Seconde Guerre mondiale. Nous entendons aussi le cadre géographique et géopolitique dans lequel a évolué le monde arabe au cours des deux derniers siècles. L'on pourrait certes remonter plus loin dans l'histoire et rappeler les grandes révoltes populaires, à résonance sociale ou politico-religieuse, qui ont pu secouer le monde arabe et plus généralement les sociétés du Moyen-Orient au cours des premiers siècles de l'Islam avant que la domination turque ne vienne geler les sociétés arabes (révolution Qarmate par exemple au ...). Mais on peut aussi évoquer, plus près de nous, les révoltes populaires anti-coloniales en Egypte, en Syrie, au Maroc, en Algérie, au Soudan et en Libye. C'est dire qu'il était naïf de croire que les sociétés arabes resteraient éternellement inertes face à ce que l'étranger et les dictateurs locaux leur ont fait subir au cours de l'histoire récente de la région.

## 1. L'importance de la notion de cycle historique

L'incertitude concernait plus la survenance du moment historique où s'ouvrirait un nouveau cycle révolutionnaire que la validité de l'hypothèse d'un sommeil permanent des sociétés arabes. Il est d'ailleurs utile ici de faire appel à la notion de cycle révolutionnaire, car à notre sens c'est bien de cela qu'il s'agit. Tout raisonnement en terme d'une révolution populaire qui survient brusquement et obtient de façon immédiate et durable ce qu'elle désire est illusoire. Une révolution ouvre un cycle qui connaît beaucoup de vicissitudes avant que les objectifs premiers soient atteints. La Révolution française peut être considéré comme l'idéal type de l'ouverture d'un cycle révolutionnaire qui ne se clôt qu'un siècle plus tard, lorsque la Troisième république française écarte définitivement l'option monarchique et fait triompher les principes républicains, dont celui de la laïcité. En même temps, les principes de la révolution sont progressivement étendus à l'Europe, parfois pacifiquement, d'autre fois de façon violente.

En fait, les révolutions ouvrent des cycles durant lesquels forces de changement et forces de la tradition et du passé s'affrontent durement et longuement avec des périodes de calme et de compromis, suivis de périodes de troubles et d'affrontements. Les grandes révolutions ont toujours des origines qui ne sont pas que locales et leurs retombées s'étendent souvent sur d'autres sociétés voisines ou lointaines. C'est donc une illusion de penser que la « révolution » égyptienne ou celle de Tunisie est achevée. Un cycle s'est ouvert, il pourra peut-être refermé provisoirement, mais non durablement. Le mot « révolution » implique la rapidité et la radicalité, mais le temps peut difficilement être bousculé et l'équilibre des forces sociales ne peut être renversé d'un coup durablement.

Dans le cas du monde arabe, contextualiser les mouvements auxquels on assiste depuis plusieurs mois, veut dire en identifier les racines historiques et cerner les données problématiques du contexte géographique et géopolitique. Comme nous allons le voir, cependant, il faut entendre par cycle révolutionnaire aussi bien celui qui résulte d'un vaste mouvement populaire que celui qui est impulsé par le pouvoir politique lui-même qui cherche à briser une stagnation culturelle, technique et scientifique qui affaiblit considérablement le corps social et en fait une proie facile pour les ambitions des grandes puissances. Dans ce cas, le pouvoir bouscule des traditions bien ancrées, des comportements sociaux et religieux qui se réclament de vieilles traditions. Il doit alors faire face, tout autant qu'un mouvement populaire, aux réactions de refus du changement, que ce soit par des groupes locaux ou par les puissances extérieures dominantes.

## 2. Racines historiques modernes du nouveau cycle révolutionnaire arabe

Nous pouvons identifier deux courts cycles révolutionnaires dans l'histoire moderne du monde arabe. Le premier est plus un cycle de changement rapide de nature « révolutionnaire » par rapport au passé, impulsé par le pouvoir lui-même. Il s'agit de la révolution de Mohammed Ali en Egypte entre 1804 et 1830 qui s'étend à la Syrie et la Palestine. Ce pacha d'Egypte mena une politique de modernisation accélérée de la société

égyptienne, telle que les entreprendrons plus tard l'empereur du Japon (ère du Meiji ouverte en 1878) ou ensuite Kemal Atatürk en Turquie à partir de l'abolition du Califat en 1924. Ce cycle fut cassé par la défaite de ses armées contre la coalition des puissances européennes qui se sont alors effrayées des ambitions égyptiennes qui menacent l'Empire ottoman et leurs intérêts matériels et géostratégiques.

Le second cycle sera à nouveau ouvert par l'Égypte sous le gouvernement de Gamal Abdel Nasser à partir de la nationalisation du Canal de Suez en 1956, qui enflamme non seulement l'Égypte, mais la plupart des autres sociétés arabes. Des mouvements populaires imposants soutiennent le chef de l'État égyptien dans son acte et dans sa résistance à l'invasion du Sinaï par l'armée israélienne avec le soutien militaire français et britannique. Le « nassérisme » sera alors porteur aussi bien d'une demande de dignité par rapport au colonialisme et à l'impérialisme que celle de justice sociale et d'industrialisation accélérée. Ce mouvement sera cassé par la défaite des trois armées égyptienne, syrienne et jordanienne, face à l'armée israélienne en juin 1967.

Le nassérisme perdurera quelques années encore comme idéologie pan arabe moderniste, anti-impérialiste et laïque. Cette idéologie animera le regroupement de certains États arabes « révolutionnaires » (Algérie, Irak, Syrie, Libye, Yémen du Sud) dits « radicaux » dans le vocabulaire politique des puissances occidentales dans le « Front de la fermeté » à l'encontre des occupations israéliennes (dit encore dans la presse occidentale front du « refus »). Mais le nassérisme sera chassée du champ de la conscience collective arabe sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs, mais plus particulièrement la montée en puissance de l'Arabie saoudite et l'expansion qu'elle finance tous azimuts de la pensée religieuse conservatrice (ou salafiste). L'idéologie pan arabe nassérienne sera aussi victime de la politique d'Anouar el Sadate, le successeur de Nasser à la tête de l'Égypte qui a signé un traité de paix séparé avec Israël. Pour se protéger de la colère populaire, il favorise une nouvelle montée en puissance des mouvances Frères musulmans –dont il sera finalement victime par son assassinat en 1981 -, qui lui sert de garant comme chef d'État pieux et bon musulman.

Par ailleurs, la révolution iranienne de 1979, reprendra l'anti-impérialisme traditionnel des partis pan arabes laïcs tout en islamisant le vocabulaire et les concepts. Cette révolution obligera l'Arabie saoudite à exporter encore plus l'idéologie wahhabite, forme de salafisme anti-moderniste extrême, pour lutter contre la nouvelle politique iranienne qui s'exprime aussi en terme « d'Islam ». L'idéologie wahhabite est ensuite investie avec le concours actif des États-Unis et du Pakistan dans la guerre d'Afghanistan pour chasser les troupes russes occupantes. En 1982, la capitale du Liban, Beyrouth, est occupée par Israël, il n'y a plus guère de mouvement populaire dans le monde arabe qui exprime sa colère devant l'inaction militaire de tous les États arabes. Le second cycle révolutionnaire arabe est manifestement clos.

Décembre 2010 semble donc avoir ouvert un nouveau cycle ou repris le cours du cycle ancien, même si les slogans des révoltés touchent plus aux conditions de vie, à la justice sociale et la dénonciation de la corruption et de la dictature, qu'à l'anti-impérialisme. Car la demande de dignité est à nouveau au centre du mouvement et la dignité ne s'entend pas

seulement dans l'ordre interne, mais aussi dans les rapports de l'Etat avec les puissances occidentales et Israël.

### 3. Contexte géographique et géopolitique moderne

Il ne faut pas oublier, en effet, cet aspect du contexte. Le monde arabe fait partie d'une région hautement sensible de plusieurs points de vue. Il est un carrefour géographique stratégique reliant l'Afrique, l'Europe et l'Asie. Il est sur le plan économique le plus grand réservoir d'énergie du monde. Enfin, sur le plan religieux, il est le lieu de naissance des trois monothéismes et abrite leurs lieux saints. A ces trois éléments fondamentaux de contexte, il faut ajouter un quatrième qui est la faiblesse congénitale des Etats arabes, tels que créés et divisés à l'issue de la Première Guerre mondiale. La diplomatie américaine y vit un « vide de puissance » dangereux que l'URSS exploiterait à son avantage. Elle n'hésita donc pas à intervenir de façon multiforme dans les affaires intérieures des pays arabes, de les classer et de les aider en fonction de ses intérêts (modérés et radicaux), de soutenir l'Etat d'Israël et celui d'Arabie saoudite, deux Etats à exclusivisme religieux peu compatible avec la modernité laïque et la philosophie des droits de l'homme.

Alors que les Etats-Unis avaient été traditionnellement considérés dans le monde arabe comme une puissance de libération du pesant colonialisme franco-britannique, ils sont devenus au fil des ans la puissance qui a remplacé l'hégémonie européenne sur le Moyen-Orient. Depuis les 14 points du président Wilson énoncés à l'issue de la Première Guerre mondiale, qui avaient suscités les plus grands espoirs dans les populations des pays sous domination du colonialisme européen, les Etats-Unis étaient considérés comme une puissance bienfaisante. De nombreuses personnalités arabes avaient demandé alors que mandat leur soit donné pour aider les entités arabes issues du démantèlement de l'empire Ottoman à la transition vers l'indépendance. Par la suite, après la Seconde Guerre mondiale, la position très ferme prise par le président américain Dwight Eisenhower à l'encontre de la triple agression israélienne, anglaise et française contre l'Egypte en octobre 1956 avait contribué à maintenir le prestige des Etats-Unis<sup>1</sup>. Il en sera de même pour les positions du président John Kennedy en faveur de l'indépendance de l'Algérie.

Cependant, au fur et à mesure que la puissance européenne au Moyen-Orient s'affaiblissait, les Etats-Unis s'efforçaient de combler ce qui était perçu comme un « vide de puissance », notamment face à l'Union soviétique dont le prestige grandissait auprès des peuples en voie de décolonisation du fait du soutien en armes et en financement apportés aux différents mouvements d'indépendance. La peur de l'extension du communisme devait donc amener les Etats-Unis à développer des politiques beaucoup plus radicales vis-à-vis des régimes arabes ou d'autres pays du Moyen-Orient ou du tiers

---

<sup>1</sup> Les Etats-Unis avaient alors obligé les trois armées israélienne, française et britannique à évacuer sans aucun retard les parties du territoire égyptien qu'elles avaient envahies en octobre 1956. Ce sera ainsi la seule et unique fois où l'Etat d'Israël sera forcé par les Etats-Unis d'évacuer sans condition un territoire arabe occupé.

monde qui laisseraient se développer l'influence de Moscou sur eux, que ce soit du fait du développement des partis communistes locaux, ou en raison d'une politique extérieure de non alignement laissant le champ libre à cette influence dans les pays nouvellement indépendants. La politique de non alignement a pris, en effet, son essor dès 1955 à la Conférence de Bandoeng qui crée le Mouvement des alignés sous l'impulsion de Nehru, de Tito et de Nasser.

Déjà, en 1953, en Iran, la CIA était intervenue massivement pour rétablir le pouvoir du Chah, ébranlé suite à la nationalisation du secteur pétrolier par le premier ministre Mossadegh, bourgeois nationaliste et réformiste. La politique américaine de lutte pour contenir ce qui est considéré comme l'expansionnisme soviétique va être concrétisée au Moyen-Orient par la doctrine Eisenhower. Cette dernière cherche à forger une alliance entre les gouvernements – arabes, turc et iranien- du Moyen-Orient pour faire face à l'influence de l'URSS. Le pacte de Bagdad lancé en 1955 par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se veut une concrétisation de cette alliance. Le président égyptien, Gamal Abdel Nasser, s'y opposera de plus en plus violemment et de fortes tensions s'installent au niveau régional entre régimes politiques alliés aux Etats-Unis, notamment les monarchies arabes (Jordanie, Arabie saoudite, Irak avant la révolution de 1958, plus tard le Maroc), et régimes républicains (Syrie, Egypte, Irak après la révolution, puis l'Algérie à son indépendance) qui entretiennent des relations économiques et militaires étroites avec l'URSS sans toutefois devenir des satellites de cette grande puissance. Le Liban fera les frais de ces tensions en 1958<sup>2</sup>.

Ces tensions deviendront de plus en plus aiguës après la défaite des armées de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie en juin 1967 contre Israël et l'occupation par cette dernière du Sinaï égyptien, de la Cisjordanie, de la partie arabe de Jérusalem et Gaza et du plateau syrien du Golan. En effet, alors que la puissance démographique, économique et militaire de l'Etat d'Israël avait jusque là surtout reposé sur les pays européens, en particulier la France, l'Allemagne<sup>3</sup> et la Grande-Bretagne, ce seront désormais les Etats-Unis qui deviendront son premier soutien. Les Etats-Unis s'afficheront de plus en plus comme un soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël et exerceront à plusieurs reprises leur veto au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour empêcher l'adoption de résolutions condamnant les pratiques israéliennes dans les territoires occupés (colonisation en infractions aux conventions de Genève, représailles hors de proportion avec le nombre de victimes israéliennes des actes de résistance palestinienne, occupation de larges parties du sud du Liban en 1978, puis en 1982 celle de Beyrouth, la capitale du Liban).

C'est dire combien le contentieux avec les Etats-Unis dans la conscience populaire était déjà grand à la fin du siècle dernier. Il sera considérablement élargi au début de ce siècle par la politique de George W. Bush et l'invasion américaine de l'Irak qui sème un chaos

---

<sup>2</sup> Une mini-guerre civile a lieu dans ce pays entre pro nassériens et anti nassériens ; un débarquement de marines américains intervient sur les plages de Beyrouth. 1958 est aussi l'année de la révolution irakienne qui abolit la monarchie et celle d'une intervention de l'armée anglaise en Jordanie pour protéger la monarchie.

<sup>3</sup> En raison du montant important de réparations qu'elle paye à l'Etat d'Israël pour le génocide commis par le régime nazi sur les communautés européennes juives.

total dans ce pays, après treize ans d'embargo meurtrier qui a affecté les couches les plus démunies de la population, mais non le pouvoir de son dictateur. Toutefois, les Etats-Unis ont continué de jouir du soutien actif de nombreux régimes arabes, dont l'Arabie saoudite et l'Egypte en tête, mais aussi la Tunisie, la Jordanie, l'Algérie (autrefois classée dans le groupe des Etats du Front de refus), Oman, le Qatar, le Yémen et d'autres. Le régime saoudien a maintenu l'exportation de l'idéologie wahhabite qui lui sert de paratonnerre à cette politique d'alliance avec les Etats-Unis, tout en réussissant à se donner l'image de la modération politico-religieuse. Ce qui est un exploit compte tenu de la main pesante du régime et de son contrôle sur les hommes et les femmes de ce pays.

Toutefois, les guerres et invasions menées par les Etats-Unis et leurs alliés et par l'Etat d'Israël ont malheureusement donné une certaine consistance aux thèses développées dans les différentes mouvances « Jihadistes » et « takfiristes<sup>4</sup> » que la guerre de libération de l'Afghanistan a contribué à développer. Pour une partie des Arabes, guerres et occupations israéliennes et américaines ont fait de Ben Laden un « justicier » des avanies de l'Occident en Orient depuis le début de la domination des sociétés musulmanes par des puissances « chrétiennes » occidentales. Pour la présente génération de jeunes arabes, il n'y a pas de mémoire de l'alliance qui s'était bâtie entre les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et le Pakistan pour recruter et entraîner leurs aînés pour aller se battre contre l'armée soviétique ayant envahi l'Afghanistan en 1980, alliance qui a engendré Oussama Ben Laden et les différentes mouvances idéologiques violentes qu'il a pu inspirer. Il n'y a que la mémoire d'une politique américaine qui « asservit » les régimes politiques musulmans, arabes ou non arabes, à ses intérêts militaires géopolitiques et soutient les conquêtes colonisatrices de l'Etat d'Israël. Le discours radical et sans nuances sur l'hostilité qui aurait toujours régné entre le monde chrétien ou judéo-chrétien, notamment pour certains depuis les Croisades, est celui qui prédomine dans la conscience de nombreux jeunes arabes, sous influence des discours d'un fondamentalisme religieux extrême, tel que prôné dans l'œuvre de Sayyed Qutb et largement diffusé depuis plusieurs décennies dans le monde arabe<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> On peut appeler « jihadiste » tous ceux qui considèrent qu'il est un devoir religieux de combattre un occupant étranger et, plus spécifiquement un occupant non musulman. Ici le terme devient l'équivalent de « résistant ». En revanche, le terme « takfiriste » désigne tous ceux qui considèrent qu'il est légitime de tuer d'autres musulmans considérés comme impies – y compris des chefs d'Etat et responsables politiques – , par ce qu'ayant abandonné les vrais préceptes de la religion et étant devenus corrompus. Les nombreuses opérations terroristes menées par des musulmans contre d'autres musulmans, comme cela arrive encore au Pakistan ou en Irak ou plus particulièrement, dans un passé récent, en Egypte, en Arabie saoudite, en Jordanie, sont des opérations menées par des takfiristes. Les opérations contre une armée occupante comme en Irak ou en Palestine ou en Afghanistan sont le fait des jihadistes. Cette distinction est importante pour faire la distinction entre mouvements terroristes takfiristes visant à déstabiliser un régime politique musulman et actes de résistance jihadiste légitime contre une occupation militaire et une oppression étrangère.

<sup>5</sup> Sayyed Qutb (1906-1966) fut un grand écrivain inspirateur de la plupart des groupes takfiristes de par son appel à la révolte contre les gouvernements musulmans impies et à l'installation de régimes politiques authentiquement islamique mettant en œuvre la souveraineté de Dieu sur la société. Il fut condamné en Egypte sous la présidence de Nasser pour complot contre la sûreté de l'Etat et exécuté. Il devint ainsi le héros des groupes « salafistes » (fondamentalistes réclamant le retour à l'islam des origines) révolutionnaires.

L'Arabie saoudite maintient aussi un discours fondamentaliste d'Islam sunnite dénonçant l'Islam chiite, tel qu'il s'est institutionnalisé politiquement dans le régime iranien depuis la révolution de 1979. Lors de l'attaque d'Israël contre le Liban en 2006 pour tenter d'éradiquer le Hezbollah, le royaume n'avait pas hésité à dénoncer l'aventurisme du Hezbollah, allié « chiite » de l'Iran. Avec le roi Abdallah de Jordanie et Husni Moubarak d'Egypte un triangle chiite (Iran, Hezbollah, Syrie sous un régime alouite<sup>6</sup>) était dénoncé par ces trois régimes politiques arabes comme déstabilisant le Moyen-Orient.

C'est dans ce contexte compliqué que survient la vague révolutionnaire arabe. Quelle est son unité ou sa diversité ? Jusqu'où pourra-t-elle aller ? Quelles sont les forces de résistance qui s'y opposent ? C'est ce que nous tenterons d'analyser maintenant.

## ***2. Unité et diversité du mouvement***

Les vagues de protestations et de manifestations qui se sont étendues très rapidement à la quasi-totalité des sociétés arabes montrent bien qu'une certaine unité de conscience politique et sociale existe bien dans le monde arabe. Tous ceux qui ont soutenu la thèse de sociétés arabes n'ayant pas entre elles de liens véritables afin de discréditer les idéologies pan arabes du précédent cycle révolutionnaire, en sont pour leur frais. Le mouvement parti d'une société arabe périphérique, la Tunisie, a gagné le pays arabe le plus peuplé, l'Egypte, puis s'est répandu dans tous les autres, à l'exception du Soudan, du Liban et de la Fédération des Emirats arabes unis et du Qatar, ce que nous détaillerons plus loin.

### 1. L'unité des mouvements de protestations et ses caractéristiques

L'unité du mouvement s'est traduite par la nature des revendications, similaire d'une société à l'autre, mais aussi par la nature des mouvements de protestations. Identifions ici ces caractéristiques communes du Maroc à Oman :

a) Les mouvements ont rassemblé toutes les tranches d'âge de la population et toutes les catégories sociales ; la participation des femmes y a été massive, ainsi que celles de familles entières campant sur des lieux symboliques nuits et jours sans se fatiguer de manifester et de porter des pancartes sur lesquelles étaient inscrites les revendications. Les manifestants n'appartenaient pas massivement à un parti politique, aucune figure charismatique n'en a émergé, aucune idéologie politique ou politico-religieuse particulière n'animait les manifestants.

Il s'est agi d'un mouvement révolutionnaire de changement *sui generis* n'ayant pas d'équivalent dans l'histoire des révolutions dans le monde. Il a d'ailleurs inspiré d'autres mouvements hors du monde, comme celui des « indignés » en Espagne ou même en Israël un grand mouvement de protestation socio-économique. Ce qui était appelé autrefois dédaigneusement « la rue arabe » s'est ainsi transformée en une société civile vibrante, active, inventive, révolutionnaire et pacifique, à la stupéfaction, voire la stupeur

---

<sup>6</sup> Communauté hétérodoxe issue de l'Islam chiite, mais non reconnue par les deux rameaux principaux du chiisme (duodécimains et septimains).

des diplomaties et médias occidentaux habitués à des lectures peu flatteuses, sinon méprisantes des sociétés arabes et de leur mode de fonctionnement.

b) Les revendications ont massivement été concentrées sur deux domaines et ont visé à un changement drastique de la forme du pouvoir politique et socio-économique. Parmi ces revendications, citons les suivantes qui ont été communes à tous les mouvements populaires.

- Fin de la dictature politique et des appareils de sécurité chargés de surveiller la vie des citoyens ou du parti unique ou dominant ou d'une famille royale ou princière,
- Tenue d'élections libres et pluralistes,
- Fin de la grave corruption régnant dans la vie économique du pays,
- Jugement et punition des principaux responsables politiques et économiques, chef de l'Etat en tête (mais pas des rois),
- Amélioration des conditions de vie des couches défavorisées, augmentation des salaires, création d'emplois.

Les slogans ont été simples et directs ce qui explique le succès des rassemblements et leur pérennité, ainsi que leur résistance admirable aux assauts des différentes polices. Ils peuvent être résumés par un seul mot clé, *la dignité*, notion qui renoue avec le précédent cycle révolutionnaire ouvert par la nationalisation du Canal de Suez. Pour Suez, la dignité était plus axée sur l'indépendance économique par rapport aux anciennes puissances coloniales. Au seuil de l'année 2011, celle-ci était à juste titre dirigée contre des dictateurs corrompus et ineptes qui n'avaient même pas su assurer un niveau de vie décent à leur population sous tutelle. Mais le besoin de dignité par rapport aux puissances occidentales ou à Israël couve sous la cendre, comme le montreront l'admonestation de l'ambassadeur de France en Tunisie et la forte demande en Egypte de cesser d'être soumis aux diktats israéliens.

c) Les slogans politico-religieux susceptibles de diviser l'unité des mouvements ont été écartés. Les manifestations ont eu un caractère « civil » évident. Les barbes et les voiles n'étaient pas au rendez-vous en Egypte et en Tunisie. Au Yémen, société plus traditionnelle la participation des femmes voilées a été exceptionnelle mais pour des revendications sans caractère religieux du type « l'Islam est la solution ». Par la suite la demande d'un Etat de nature non religieuse a été très forte, Etat défini comme « civil » ou « séculier » (*doulat madania*) en langue arabe et non point « laïc » (*'ilmania*), pour éviter de choquer la frange d'opinion publique conservatrice et religieuse sous influence des mouvances idéologiques islamiques diverses.

d) Dans les Etats à régime monarchique (Maroc, Jordanie, Bahrayn), la principale demande de nature politique a été non point celle du passage à un régime républicain, mais à une monarchie constitutionnelle. Les demandes économiques et sociales étaient les mêmes qu'en Tunisie ou en Egypte.

e) Les mouvements sont restés pacifistes et ils ont obtenu en Egypte et en Tunisie le départ et la mise en jugement du chef de l'Etat, la fin du monopole du parti dominant, l'emprisonnement des responsables des répressions sanglantes et des corrupteurs ou des



corrompus les plus politiquement notoires et donc visibles. Ils l'ont été aussi très largement au Yémen où la violence s'est développée au sein même de l'appareil militaire et de sécurité, au Maroc, en Jordanie et en Algérie, ils l'ont été aussi, de même qu'à Bahrayn ou Oman. Ce n'est qu'en Libye que les manifestants se transforment en « insurgés » qui s'emparent des dépôts d'armes de l'armée et se constituent en Conseil national de transition (CNT) et en appellent bien vite à l'intervention extérieure pour aider à chasser par la force le dictateur, ce qu'aucun autre mouvement de changement n'avait fait jusque là.

## 2. La diversité des situations et origine des contre-révolutions

Pour autant, chaque société arabe est contrainte par son contexte spécifique et son environnement direct, ce qui explique largement la diversité des situations qui se sont développées par la suite dans chaque pays arabe. Le contexte a trait à la nature de l'environnement politique, à celle du régime politique lui-même (monarchie ou république), au encore au passé récent du pays.

C'est ainsi que dans la péninsule arabique, la domination toute puissante de la monarchie saoudienne ultra autoritaire et conservatrice, source des idéologies islamiques diverses, ne manque pas de faire sentir son poids. De même, cette monarchie dispose de moyens financiers et médiatiques importants ; elle-même peut exercer des pressions considérables sur son petit et insolent voisin de Qatar qui a créé et gère la station de télévision d'Al Jazeera, instrument ambigu de maintien d'une conscience arabe, mais fortement teinté d'Islam. Aussi, les répressions seront partout féroces. Le mouvement de protestation à Bahrayn qui est largement, mais pas exclusivement le fait de la composante chiite de la population, composante historiquement défavorisée comme ailleurs dans les pays arabes où ces communautés existent, est réprimé féroce.

Le Conseil de coopération du Golfe qui regroupe l'Arabie saoudite, Qatar, les Emirats arabes unis, Kuwait, Oman et Bahrayn, a en effet pris une décision d'intervenir à Bahrayn pour casser définitivement le mouvement populaire. Des troupes saoudiennes sont envoyées à Bahrayn, la chaîne Al Jazeera cesse alors de couvrir les événements, de même que la plupart des médias occidentaux. Pourtant, les manifestants demandaient à juste titre le changement de premier ministre, l'oncle du roi au pouvoir depuis 40 ans ; l'évolution vers une monarchie constitutionnelle, en sus des demandes socio-économiques similaires à celles des autres mouvements protestataires arabes. La composante chiite dans les manifestations a suscité aussi la colère et la peur ; l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis y voient la main de l'étranger, celle de l'Iran qui serait chef de file du fameux « triangle chiite » qui chercherait, selon eux, à asservir les pays à majorité sunnite.

Le même silence se fait sur les répressions en Arabie saoudite où à Oman. En même temps, le CCG prend la décision d'inviter les deux monarchies jordanienne et marocaine à adhérer à leur regroupement régional. Le front de la contre-révolution est ainsi mis officiellement en place. Les mouvances de type islamiques, quasiment invisibles durant les grandes journées révolutionnaires, sont activées partout, notamment en Egypte et en

Tunisie. Au Yémen, le président de la république, Ali Abdallah Saleh au pouvoir depuis 30 ans, résiste à toutes les demandes du mouvement populaire, manœuvre en proposant des solutions intermédiaires patronnées par l'Arabie saoudite et les pays du CCG. Blessé dans une attaque au sein de son palais, il se réfugie dans ce pays d'où il continue de diriger une contre-révolution qui a fissuré la cohésion des forces armées et donc entraîné beaucoup de violences.

Une situation contraire s'est développée au Maroc et en Jordanie où les mouvements pacifiques de protestation socio-économique se sont quelque peu épuisés, après avoir été très pugnaces, il n'a jamais été question pour les manifestants de changer de régime politique. Dans ces deux pays, la monarchie est la garante de l'unité du pays. Les accusations de corruption pour préserver la monarchie n'ont pas atteint la famille royale ou son entourage direct. Il s'est agi par contre de faire pression pour que la monarchie devienne constitutionnelle et donc cesse de s'arroger tous les pouvoirs et pour que la corruption soit enrayerée et que des opportunités d'emploi soient créées. Le roi du Maroc et celui de Jordanie ont d'ailleurs réagi avec modération, entamé des réformes constitutionnelles visant à donner – au moins en apparence – plus de pouvoir au parlement et au conseil des ministres.

En Algérie, le mouvement a été bien plus timide qu'au Maroc et en Jordanie, visiblement parce que les souvenirs des dix années de tourments violents entre combattants islamistes et éradicateurs de l'armée durant la dernière décennie du siècle passé ont laissé des traces profondes. La population craint que le pays ne sombre à nouveau dans la guerre civile. C'est aussi le cas du Liban qui a vu le pays sombrer dans quinze années de violences entre 1975 et 1990. Depuis 2005-2006, les tensions sont très fortes entre la communauté sunnite sous haute influence de l'Arabie saoudite et la communauté chiite sous l'influence du Hezbollah, proche de l'Iran et de la Syrie. C'est vraisemblablement aussi le cas du Soudan qui se prépare à supporter le choc de la sécession du sud du pays et où les conflits ouverts ou larvés ne manquent pas, comme celui du Darfour. Au Liban cependant, des associations de la société civile parviennent à mettre en route un mouvement pacifique de protestation demandant l'abolition du système communautaire. Des manifestations à l'intérieur de Beyrouth ont lieu à plusieurs reprises demandant l'abolition du système confessionnel, l'instauration du mariage civil, la fin de la corruption et la justice sociale. Ces manifestations mobilisent jusqu'à 20 000 à 30 000 personnes. Elles prennent fin, lorsqu'une marche de réfugiés palestiniens vers la frontière avec Israël se termine tragiquement, du fait des tirs injustifiés de l'armée israélienne, puis de la tournure violente des événements en Syrie où se joue aussi le destin du Liban et ses équilibres politiques fragiles.

Les manifestations d'envergure en Irak ont été remarquables et admirables dans ce malheureux pays mille fois assassiné : par la dictature sanglante de Saddam Hussein, les bombardements des coalitions alliées (1991-2003), l'embargo économique criminel, enfin l'invasion américaine qui détruit largement les infrastructures étatiques et militaires du pays sous prétexte de « débaathiser » le pays, puis la mise en place d'un système politique qui attise le communautarisme et le régionalisme, notamment celui entre

sunnites et chiites. Le mouvement ne pouvait malheureusement que s'essouffler dans un pays aussi divisé et toujours en proie à la violence des attentats terroristes.

Reste la Syrie, dernier pays entré dans un cycle de protestations populaires qui partent d'une ville frontalière avec la Jordanie voisine (Deraa). Le régime autoritaire dominé par la famille Assad depuis quarante ans s'était vraisemblablement crû à l'abri du mouvement général de protestation en raison de son appui aux résistances palestinienne (notamment le Hamas) ou libanaise (le Hezbollah) contre les occupations et agressions israéliennes. Il pensait avoir surmonté l'isolement dans lequel la « communauté internationale » l'avait tenu entre 2005, date de l'assassinat de Rafic Hariri au Liban, et 2008. Mal aimé de cette communauté pour son alliance avec l'Iran et cet appui aux mouvements anti-israéliens actifs sur le terrain (mais pas sur le Golan syrien occupé), le régime n'avait pas réalisé le mécontentement social grandissant dû à quatre années de sécheresse consécutives, au poids de plus d'un million de réfugiés irakiens, à la constitution de grandes fortunes chez des membres de la famille du président ou de son entourage, à une corruption multiforme dans la fonction publique. Il pensait avoir suffisamment d'appui dans la population, auprès de la bourgeoisie commerçante et des minorités religieuses craintives d'une prise de pouvoir de la mouvance islamique sunnite.

De fait, en Syrie aucune des caractéristiques des autres mouvements populaires telles que nous les avons décrites précédemment. Les manifestations se déroulent en zones rurales pauvres, aux frontières avec la Turquie et la Jordanie, dans l'ancien bastion « Frère musulman » de la ville de Hama. Ni à Damas (faubourgs pauvres exclus), ni à Alep, ni à Lattaquié (faubourgs pauvres exclus eux-aussi), les trois grandes villes du pays, les foules ne manifestent toutes classes sociales et toutes tranches d'âge confondues. Il est clair que les classes moyennes sont sur la réserve, sans parler des couches bourgeoises des affaires et du bazar. Le gouvernement turc, pourtant grand allié de la Syrie depuis plusieurs années, intervient grossièrement dans les affaires intérieures du pays, aide à l'organisation de conférences de l'opposition, notamment dans sa composante islamique. Il est clair qu'il y a usage d'armes au cours des manifestations et que la répression est sanglante et donne lieu à de nombreuses arrestations.

De plus, le régime réagit avec retard, sans chaleur, sans sympathie pour le sang versé ; il affiche cependant un programme de réforme politiques, mais dont la mise en application demande du temps. Les versions contradictoires des événements laissent peu de place à une compréhension de ce qui se passe vraiment sur le terrain. Une chute du régime syrien aurait sûrement des conséquences importantes sur le contexte géopolitique régional. Le comportement des puissances occidentales requérant avec de plus en plus d'insistance le départ du chef de l'Etat, prenant des sanctions à son encontre et à l'encontre des dignitaires du régime, ne peut qu'inviter à la réflexion. Après la Libye, libéré de Khaddafi grâce à l'aide militaire de l'OTAN et qui pourra difficilement éviter de tomber sous hégémonie occidentale, le tour de la Syrie est-il venu ?

Enfin, revenant à l'Egypte et à la Tunisie où vont s'organiser bientôt des élections libres, il faut prendre note des débats qui font rage sur la nature de l'Etat et de changements constitutionnels importants à apporter à son fonctionnement. Fort d'un lavage de cerveau

médiatique sur les vertus du modèle turc de gouvernement d'un mouvement islamique modéré, les mouvances islamiques dans ces deux pays sont réapparues en force sur la scène politique. Déjà, les militaires égyptiens avaient amené sur la place Tahrir au mois de janvier dernier, de façon inattendue, le cheikh salafiste Qaradaoui qui est l'étoile des émissions religieuses de la chaîne Al Jazeera pour s'adresser à la foule. Ils avaient aussi nommé à la tête du Comité chargé de proposer les premiers amendements constitutionnels une personnalité respectée, mais connue pour ses sympathies avec les conservateurs religieux. Au référendum sur les amendements constitutionnels, les Frères musulmans désormais sortis de l'ombre avaient pesé de tout leur poids électoral pour faire passer en force les amendements qui étaient loin de satisfaire la mouvance civile initiatrice de la révolution. La peur désormais est que les partis à coloration islamique, forts des soutiens qu'ils ont de l'étranger et des moyens divers matériels et organisationnels dont ils disposent, mais aussi en Egypte de leur connaissance du terrain, ne sortent les grands gagnants de futures élections. La récente polémique sur les principes constitutionnels en Egypte, confirme si besoin en était que les mouvances islamiques sont bien au cœur des forces de contre révolution. Les Frères musulmans, en effet, ont exprimé avec virulence que seul le Coran pouvait contenir des principes constitutionnels et non point les principes reconnus des droits de l'homme et du citoyen.

Le rôle attribué au modèle turc par les milieux occidentaux où les opposants dans les pays où les dictatures n'ont pas chuté est un autre signe de la recherche d'un barrage au déferlement de demandes sociales et libertaires. On oublie d'ailleurs que si l'expérience turque récente de l'AKP gouvernant le pays a réussi c'est grâce à la rupture complète opérée par le kémalisme entre l'Etat et le référent religieux, c'est-à-dire grâce à un soubassement totalement laïc de l'Etat, ce qui n'est le cas dans aucun pays arabe où la religion a été largement investie et manipulée dans le champ politique depuis la fin de la période nassérienne. En prétendant s'ériger en défenseur des sunnites, la Turquie d'aujourd'hui ne reprend pas une vocation ottomane, comme on peut le croire naïvement, mais agit plutôt comme sous-traitant des milieux de l'OTAN pour contenir la dynamique des révolutions arabes qui peut menacer à terme les intérêts géopolitiques des puissances occidentales.

Ceci nous amène à analyser maintenant les interprétations diverses des événements qui se sont succédés si rapidement dans le monde arabe depuis le début de l'année 2011.

### ***3. Ce que révèlent les différentes interprétations et analyses des révolutions arabes***

Plusieurs interprétations de la signification des révoltes arabes et de leurs implications existent. L'on peut distinguer ici différentes sensibilités qui sont à l'œuvre et qui perçoivent la vague de protestations collectives arabes de façon très diverse.

#### **1. Les révolutions ont-elles été planifiées de l'extérieur pour semer l'instabilité constructive favorable aux intérêts américains et européens ?**

Il faut laisser de côté les théories fantaisistes de révolutions télécommandées de Washington, voire des milieux américano-sionistes. On ne peut mobiliser autant de

personnes aussi longtemps par la simple action d'agents secrets de puissances étrangères. Pourtant, c'est bien que pensent certains dans des milieux conservateurs ou salafistes arabes. Pour eux, les Etats-Unis continuent leur expérience de chaos ou d'instabilité dite « constructive » au Moyen-Orient pour créer les conditions d'un effondrement des Etats ou des guerres civiles. Ceci ouvrirait la porte à la possibilité d'un remodelage des entités arabes issues du démantèlement de l'empire ottoman, comme en rêvent aussi les stratèges israéliens.

Pour ces derniers, en effet, seul un affaiblissement définitif des Etats qui entourent Israël, leur effritement en plus petites entités communautaires ou ethniques, contribuerait à donner à l'existence israélienne une légitimité qu'il n'a toujours pas acquise dans la région auprès des peuples. L'existence d'un Etat juif serait confortée si les nouveaux Etats voisins étaient de même nature étroitement ethnique ou religieuse. La façon dont les Etats-Unis ont géré l'occupation de l'Irak qui après huit ans d'occupation reste un pays violent et au sort incertain peut donner de la crédibilité à cette thèse. De même, le comportement de l'armée israélienne au Liban lors de ses occupations successives et le chaos communautaire qui s'en est suivi accompagnés de déplacements forcés de population semblent confirmer ce désir de démanteler les Etats existants. La vague révolutionnaire arabe serait donc télécommandée de l'extérieur et fort dangereuse pour l'avenir des Etats et des sociétés arabes.

Evidemment, comme nous l'avons vu, la complexité et la diversité des situations « révolutionnaires » dans les sociétés arabes, mais aussi celles de l'attitude des Etats-Unis et des pays européens ne permettent pas d'endosser cette interprétation des événements. A Bahrayn, comme nous l'avons vu, ainsi que à Oman ou en Arabie saoudite ou au Yémen ou au Maroc et en Jordanie, les Etats-Unis et les Etats européens ont été loin de soutenir les mouvements de contestation, alors qu'ils l'ont fait bruyamment en Libye et y sont même intervenus militairement. Ils font de même en Syrie. En bref, les Etats occidentaux, comme de coutume, font preuve de « pragmatisme », c'est à dire d'opportunisme suivant ce qu'ils considèrent comme leurs intérêts géopolitiques et matériels. Les régimes traditionnellement pro-occidentaux de par leur constitution même, soit les monarchies arabes qui doivent à la politique des puissances occidentale d'exister (à l'exception du Maroc), sont préservées et mises à l'abri de toute campagne médiatique déstabilisatrice pouvant encourager les partisans de la démocratie et du changement. Les régimes qui ont pu « défier » les intérêts de l'Occident sont au contraire soumis au harcèlement médiatique, à la fois de source occidentale et de source arabe conservatrice.

De ce fait, les milieux arabes et de sensibilité anti-impérialiste traditionnelle, tels que nationalistes arabes laïcs, mais aussi les anticapitalistes et altermondialistes, peuvent interpréter d'une autre façon la vague de protestation. Ils dénoncent les interventions américaines et européennes dans les affaires intérieures des pays arabes, leur silence dans certaines situations, leur déchaînement dans d'autres, qui a été jusqu'à l'intervention militaire en Libye. Ils craignent, pour des raisons opposées aux milieux conservateurs et salafistes arabes, que les mouvements ne soient récupérés par les puissances occidentales pour renforcer leur hégémonie sur cette partie du monde riche en pétrole et qui abrite l'Etat d'Israël si fortement protégé moralement de l'Occident en dépit de toutes ses

infractions au droit international et au droit humanitaire. Les évènements de Syrie, plus particulièrement inquiètent une partie de ces milieux, car il s'agit du seul régime politique arabe qui continuait de soutenir la résistance armée palestinienne (Hamas) ou libanaise (Hezbollah). Mais aussi le seul régime politique arabe qui continue d'entretenir d'étroites relations politiques et économiques avec le régime iranien, honni des puissances occidentales pour être un des derniers bastions de l'anti-américanisme et de l'hostilité déclarée et permanente à l'Etat d'Israël ; ceci sans compter ses efforts de développement d'une industrie nucléaire.

Dans le cas du succès partiel des révolutions tunisienne et égyptienne que les puissances occidentales ont vite reconnu, cette attitude paraît comme purement opportuniste. La tête la plus pourrie de ces deux régimes (Moubarak, Ben Ali et quelques uns de leurs proches) a été sacrifiée pour pouvoir maintenir le système tout entier et le garder dans l'orbite des puissances occidentales. La réunion du G8 de Deauville en mai 2011 consacrée au « printemps arabe » et où ont été invitées la Tunisie et l'Egypte qui se sont vu proposer des aides substantielles, avec un plan du FMI en accompagnement, prouve bien ce désir de récupération. Les Etats occidentaux y créent un « partenariat » dit de « Deauville » avec l'Egypte et la Tunisie pour accompagner la transition démocratique dans ces deux pays et promettent des financements de l'ordre de 30 milliards de dollars US.

Les révolutions arabes seront-elles récupérées par une alliance des forces conservatrices arabes et des Etats occidentaux ? C'est bien la question qui se pose actuellement. La vague révolutionnaire ne risque-t-elle pas, éventuellement, d'affaiblir le peu de résistance encore opposée à l'hégémonie des Etats-Unis et de l'Europe et de leurs alliés locaux des monarchies. La crainte d'un effritement possible de l'Egypte ou de la Syrie en Etats communautaires à base religieuse, tout comme le Soudan l'a été avec la sécession de la partie sud du pays non musulmane est-elle justifiée ?

## 2. Les valeurs démocratiques à l'occidentale ont-elles été une source majeure d'inspiration des révolutions ?

Du côté des médias et milieux politiques américains et européens, la vague révolutionnaire arabe a tendance à être assimilée à la vague de révolte contre les régimes communistes usés, aux révolutions orange ou rose. Elle conforte l'opinion que tous les efforts américains et européens pour répandre les valeurs et comportements démocratiques dans le monde ont enfin réussi dans les sociétés arabes qui étaient jusque là restées rebelles au vent de la liberté qui a soufflé sur le monde depuis 1989, date de l'effondrement du Mur de Berlin et du rideau de fer. Bien plus, un argument supplémentaire de fierté dans cette perception de la vague révolutionnaire arabe est le rôle joué par les réseaux sociaux de la société civile bénéficiant des nouveaux moyens de communication instantanés par internet ou par le téléphone mobile, inventions de la créativité technologique américaine. Certes, les Etats-Unis sous George W. Bush ont eu la main lourde en Irak ou en Afghanistan (pays non arabe), mais l'activisme américain, secondé par celui de l'Union Européenne et de ses principaux Etats membre, n'a-t-il pas fini par être payant pour ce qui concerne les sociétés arabes.

Bien plus, tout comme en Irak, l'intervention militaire de l'OTAN n'a-t-elle pas permis en Libye la fin d'un régime parfaitement odieux ? La puissance américaine n'a-t-elle pas libéré successivement les Afghans de la main mise soviétique, puis de celle des Talibans ? N'a-t-elle pas libéré les Bosniaques de celle de la Serbie et du règne de Milosevic ? N'y a-t-il pas en Irak des élections libres, la fin de la dictature du parti unique, l'épanouissement de la région kurde en lieu et place de l'oppression que subissait ce peuple en Irak depuis des décennies ? Pourquoi voir toujours dans les Etats-Unis une puissance impérialiste maléfique et non point une puissance impériale certes, mais bénéfique ? Pourquoi ne pas reconnaître le rôle positif joué dans le monde arabe par les valeurs, la technologie et même les interventions militaires des Etats-Unis et de ses alliés ? Existe-t-il aujourd'hui dans le monde des valeurs supérieurs à celles que répand cette puissance, qu'il s'agisse de la démocratie et des droits de l'homme ou de la libre entreprise et de la globalisation économique avec tous leurs défauts et mésaventures récentes dans la crise économique de 2008 dont les effets ne sont pas encore épuisés ?

Dans cette logique, la virulence des positions américaines et européennes en ce qui concerne la Syrie, mais aussi l'encouragement manifestement donné aux insurgés ainsi que l'aide apportée par la Turquie ou certaines factions politiques libanaises proches de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis, ne doivent pas apparaître comme des ingérences. Au contraire, il s'agit de se débarrasser d'une dictature non moins sanglante que celle de Kadhafi ou de Saddam Hussein, d'un régime oppresseur depuis plus de 40 ans lui aussi. Qui plus est, il a envahi et dominé le Liban de 1976 à 2005 et ne l'a d'ailleurs quitté que sous la pression de la « communauté internationale » suite à une résolution des Nations Unies. Un régime qui ne veut d'aucun accommodement avec l'Etat d'Israël et soutient, de concert avec un autre Etat rebelle, l'Iran, les mouvements terroristes aux yeux de l'Occident et d'Israël, tels que le Hamas ou le Hezbollah. La position des Etats-Unis est donc logique et conséquente.

Bien sûr, cette analyse manque de réalisme. Elle ne tient pas compte de plusieurs éléments. Le premier est le soutien donné par les Etats-Unis et leurs alliés à toutes ces dictatures arabes, notamment celle de l'Egypte et de la Tunisie jusqu'à la dernière minute. Elle ne tient pas plus compte du soutien sans faille accordé aux monarchies arabes, parfois tout aussi dictatoriales que les républiques, comme celle d'Arabie saoudite ou d'Oman. De la discrétion sur la situation dramatique du Yémen au bord de la guerre civile du fait de l'entêtement du dictateur à ne pas quitter le pouvoir, alors qu'il est au pouvoir depuis plus de trente ans. Mais aussi, elle gonfle démesurément le rôle joué par les technologies modernes de communication américaines ou par le discours américains sur la démocratie et les droits de l'homme.

Certes, une partie de la jeunesse arabe, notamment en Tunisie et en Egypte, celle qui est assez aisée pour disposer d'un ordinateur et savoir se connecter sur la toile, a fait un fort bon usage de ces technologies, ce dont on ne peut que se féliciter. Le contact avec les émigrés dans les grandes capitales européennes a été facilité et eux-mêmes ont joué un certain rôle par leurs manifestations dans ces capitales. Mais ce qui a fait le succès décisif de ces deux révolutions ce sont les mobilisations populaires des couches pauvres, rurales et urbaines, qui ne sont pas des habitués de ces moyens de télécommunications. Au

Yémen où la mobilisation a été très forte, on peut douter de l'importance de Face Book ou de Twitter dans ce pays si pauvre et si démuni. Les paysans des zones rurales pauvres de Syrie qui semblent être le fer de lance des manifestations syriennes ne sont pas de ceux qui pratiquent la toile.

### 3. L'appel à la dignité et les sources locales récentes d'inspiration

Enfin, la motivation ultime de toutes ces grandes manifestations a bien été la notion de dignité, plus que celle de la démocratie. Comme nous l'avons évoqué, elle plonge ses racines dans le second cycle révolutionnaire arabe, celui des années du nassérisme, tant décrié par la suite. Si l'expression de l'exaspération et le ras le bol ont dominé la scène révolutionnaire, les sources d'inspiration et de détermination des manifestants ont été diverses et nombreuses. Une des sources d'inspiration de ces révoltes aura probablement été aussi bien les immenses rassemblements de la population libanaise en 2005 demandant le retrait des troupes syriennes du Liban, que le courage des résistants libanais qui ont obtenu l'évacuation sans condition d'Israël du sud du Liban en 2000, après 22 ans d'occupation, puis ont réussi à s'opposer à son armée lors de l'attaque meurtrière de 2006. Les discours du chef du Hezbollah libanais durant et après l'attaque israélienne de 2006 ont incontestablement eu un profond retentissement dans la conscience arabe. Il y a sans cesse évoqué la dignité retrouvée au Liban car à la résistance à la puissante machine de guerre israélienne qui a forcé l'ennemi à se retirer des territoires occupés entre 1978 et 2000 à ne pas pouvoir y revenir en 2006 et à devoir tenir compte de la volonté farouche de faire respecter la souveraineté territoriale du Liban.

De même, le courage des habitants de Gaza depuis 2006, soumis à un embargo économique et à une guerre ravageuse entreprise en vain par l'armée israélienne en décembre 2008, a aussi vraisemblablement inspiré les mouvements de protestation populaire dans les différents pays arabes. S'il a été possible à Gaza, comme au Liban, de résister à la machine de guerre israélienne, l'organisation d'une résistance populaire, comprenant toutes les couches sociales et toutes les tranches de la population, ayant brisé le carcan de la peur face aux forces de l'ordre, devenait possible à l'encontre de dirigeants locaux corrompus, dictatoriaux et s'auto perpétuant ou intronisant leurs enfants.

Ceci ne veut pas dire que certaines des valeurs dites « occidentales » pour ce qui est de la liberté humaine, des droits de l'homme et de la femme, de l'alternance dans l'exercice du pouvoir n'ont pas été aussi présentes dans les sources d'inspiration de ce nouveau cycle révolutionnaire. Mais dans ce domaine, il s'agit plus d'une redécouverte par la jeune génération arabe que d'une découverte, notamment à travers les centaines de milliers d'étudiants partis étudier en Europe, aux Etats-Unis et au Canada au cours des dernières décennies. En effet, depuis le temps de Mohammed Ali en Egypte et le contact intensifié avec l'Europe, ces valeurs de la modernité politique avaient été intégrées par un large pan des élites arabes. Elles avaient mis en route la renaissance des arts et des lettres arabes (dite *Nahda*), l'eupéanisation des institutions, la lutte de caractère national contre le colonialisme et la demande de liberté politique et d'élections libres.



Ce temps de renaissance se clôt sous l'effet de deux facteurs conjugués : le déclin du nassérisme et la suppression des libertés ainsi que l'instauration de partis uniques, eux-mêmes pratiqués par le régime nassérien en Egypte, pratique qui fait tâche d'huile en Syrie, en Irak, en Algérie et en Libye, d'un côté ; et de l'autre, l'inéluctable montée des fondamentalismes religieux divers qui prennent leur nouvel essor sur les décombres du nassérisme et du nationalisme arabe qui ont subi de plein fouet la honte de la grande défaite face à Israël en 1967. L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1980 achève de discréditer les différentes formes de socialisme arabe étroitement liées à une pratique de l'anti-impérialisme, portées par les dizaines de milliers d'Arabes formés à Moscou pour leurs études universitaires ou dans d'autres capitales communistes d'Europe de l'Est.

Le cycle révolutionnaire nouveau puise donc à de nombreuses sources d'inspiration dans l'histoire contemporaine des sociétés arabes. Aucune d'entre elles ne peut prétendre avoir été la seule locomotive du mouvement et c'est pourquoi la visibilité quant au sort futur des mouvements de protestations est très faible à ce stade. Le cycle révolutionnaire et de changement radical sera-t-il clos rapidement sous l'effet conjugué des interventions des Etats monarchiques conservateurs, notamment les très riches gouvernements de la péninsule arabique et de la prise en charge par les Etats-Unis et les grands pays de ces révolutions ? Ce serait répéter ce qui est arrivé aux deux courts cycles de changements que nous avons identifiés dans la première partie de ce texte. Encore une fois, le contexte géopolitique particulièrement sensible pour les raisons que nous avons aussi évoquées, et qui n'a fait que se complexifier au cours du dernier demi-siècle, pourrait faire échouer le cycle révolutionnaire. Mais, peut-on vraiment accepter une telle fatalité ?

En fait, il serait peu sage de prévoir l'avenir. Mais il est possible ici de poser les principaux termes de la problématique du mouvement actuel.

### **Problématique du futur**

1. Des événements irréversibles se sont produits dans les sociétés arabes qui vont s'inscrire profondément dans la conscience collective. Les dictateurs, militaires ou civils, ont reçu une leçon. Il restera à voir ce qu'il adviendra du régime syrien et de celui du Yémen. Dans ces deux pays, se jouent la continuation de la bataille dans toutes ses complexités.
2. Les monarchies devront elles aussi s'ajuster, sauf à ce que les puissances occidentales continuent de les protéger et de les mettre à l'abri de campagnes médiatiques de déstabilisations. Toutefois, celles des pays de la Péninsule arabique ne pourront vraisemblablement pas aller très loin dans la libéralisation de leur régime, sans saper les fondements même de leur existence basée sur une légitimation de type religieux et familial/tribal en même temps.
3. La querelle idéologique sur le rôle de la religion dans la gestion politique de la société, déjà très forte, risque de se durcir et d'être la bataille d'idées qui décidera du sort du cycle révolutionnaire actuel.
4. Un autre élément clé de la réussite est aussi la capacité des nouvelles autorités à parvenir à briser le cercle de l'économie de rente et de corruption et de déclencher un cercle vertueux de dynamisme économique nouveau, créateur d'emplois en

- nombre suffisant. Pour que le cycle révolutionnaire, en effet, puisse s'épanouir, il faudra briser la stagnation technologique des sociétés arabes, diversifier leurs activités économiques hors des secteurs limités du tourisme, du foncier et de la banque qui ont jusqu'ici attiré 80% des investissements, arrêter le gaspillage des ressources naturelles et la fuite des cerveaux. Ce défi est fort important et bien difficile à réaliser dans le cadre de la globalisation et du libre échange.
5. Les puissances occidentales continueront d'être très agissantes dans le destin de la région pour les raisons géopolitiques expliquées. Leur jeu est difficile et obscur :
    - a. Elles se veulent les protectrices des « transitions démocratiques » dans les républiques, mais pas dans les monarchies, ce qui est pour le moins paradoxal, même si cela est parfaitement explicable.
    - b. Leur sympathie exprimées pour des régimes d'islam dit « modéré » sur le modèle turc, indique bien qu'elles craignent une renaissance de l'anti-impérialisme classique auquel elles ont traditionnellement opposé un soutien ouvert ou caché aux éléments les plus religieux de la société arabe.
    - c. Leur souci restera de protéger
      - i. les monarchies, en particulier celles à souche bédouine garante de l'ordre pétrolier,
      - ii. l'Etat d'Israël que les tourments de l'histoire européenne a enfanté au Moyen-Orient et qui n'est plus désormais, aux yeux de la conscience arabe, au mieux dans une optique laïque une entreprise de colonisation pareille aux précédentes, au pire dans une optique religieuse un prolongement des Croisades devenu dans les temps modernes un affrontement entre le monde judéo-chrétien et le monde arabo-musulman.
    - d. Elles tentent aussi de récupérer les révolutions par le biais des aides économiques (en dons ou prêts), telles que celles décidées par le G8 de Deauville en mai 2011. Ces aides resteront conditionnées par les recettes néolibérales et encadrées par le FMI et la Banque mondiale. Les monarchies du Golfe n'ont pas manqué aussi d'offrir leur aide financière dans le même but de parvenir à contrôler le processus révolutionnaire.
    - e. L'équation n'est pas facilement gérable pour les pays occidentaux et leurs alliés des monarchies du Golfe, surtout si les révolutions arabes parviennent à reconstruire l'affirmation de la dignité, valeur centrale dans ce cycle de changement, aussi bien dans l'ordre interne que dans l'externe.
    - f. En fait, des régimes politiques arabes nouveaux, démocratiques et nationalistes tout à la fois, ne pourront accepter l'humiliation des cinquante dernières années que ce soit face à leurs dictateurs, face à Israël ou encore face à l'hégémonie américano-européenne.
  6. On peut donc s'attendre à de nombreux rebondissements sur la scène arabe et l'on ne peut que souhaiter que les violences diminuent et les longues guerres civiles soient évitées.

Georges Corm  
Beyrouth, le 5 septembre 2011